

Pour citer cette notice :

Luc Guibard, Pierre Pistre et Chloé Reiser, 2023, "Mobilités résidentielles". MobiDic, Dictionnaire critique des Mobilités. Accès : <https://doi.org/10.60582/geomob15>

Mobilités résidentielles

Luc GUIBARD
Doctorant
Université Paris-Cité

Pierre PISTRE
Maître de conférence
Université Paris-Cité

Chloé REISER
Post-doctorante
Université du New-Brunswick-Saint-John

Les mobilités résidentielles désignent communément les déménagements d'individus ou de ménages dans d'autres logements proches ou éloignés, pour des motifs et des durées qui dépassent les déplacements de court terme [1] (cf. professionnels, touristiques...). Objet d'étude majeur des mobilités spatiales en géographie, en sociologie, en démographie ou en économie, les changements résidentiels constituent un profond moteur et révélateur du fonctionnement des sociétés : de l'inscription spatiale des inégalités sociales, des comportements au cours de la vie, des relations entre territoires, de l'hybridation des pratiques de mobilité... Autant de raisons pour souligner l'importance et la pluralité des mobilités résidentielles contemporaines.

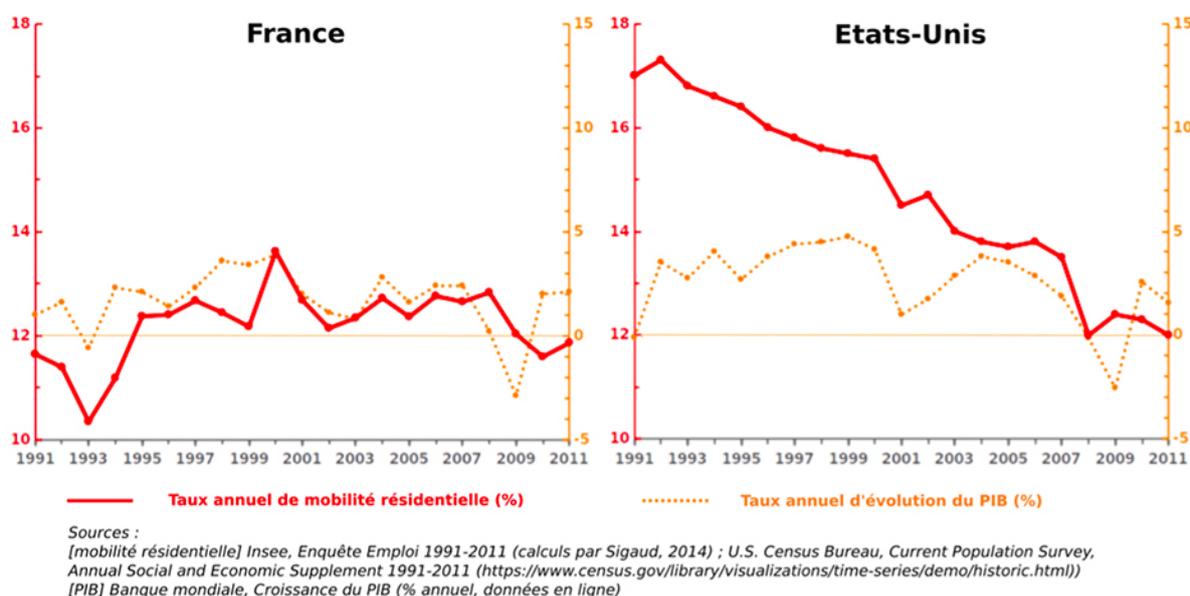
Les faits

Les mobilités résidentielles varient selon les pays et les périodes

Au recensement 2019 [2], environ 10,9 % de la population française a changé de logement au cours de la dernière année, soit toujours un peu plus que la moyenne européenne estimée à 9 % au début de la décennie 2010 (Observatoire des territoires, 2018). Outre des différences entre pays, l'évolution du taux annuel de mobilité résidentielle montre l'influence de facteurs contextuels. La période des années 1990-2000 en est un bon exemple (figure 1) : en France, la crise de 2007-2008 a notamment entraîné une réduction sensible des déménagements comme précédemment la récession de 1992-1993 ; aux États-Unis, les effets de la crise

des *subprimes* sont également bien visibles tout en s'inscrivant dans une baisse structurelle de la mobilité résidentielle depuis les années 1950 — expliquée à la fois par des évolutions démographiques, du coût du logement et du marché du travail (Frost, 2020). La plupart des pays partagent ainsi une forte sensibilité du fait résidentiel aux variations conjoncturelles, citons aussi le cas du Japon ou de la Russie sur la même période (Ishikawa, 2012 ; Heleniak, 2012). Par ailleurs, comme le montre l'écart entre les taux annuels de mobilité résidentielle en France et aux États-Unis dans les années 1990, le phénomène diffère également d'un contexte national à l'autre selon des dynamiques plus structurelles : diffusion de la propriété immobilière, intensité des mobilités villes campagnes...

Figure 1 : Mobilités résidentielles et conjonctures économiques dans les années 1990 et 2000.

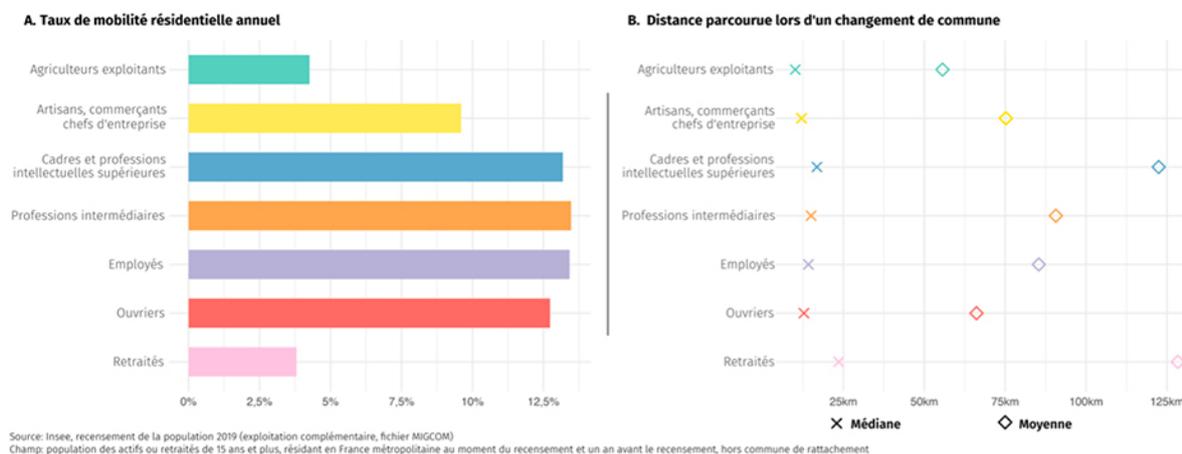


Les mobilités résidentielles diffèrent entre les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)

Au sein d'un même pays, les comportements de mobilité diffèrent fortement entre les individus et populations. En France métropolitaine, le taux annuel de mobilité résidentielle varie par exemple de 3,8 % à 13,5 % selon les groupes socioprofessionnels (figure 2a). Les agriculteurs exploitants, les retraités et, dans une moindre mesure, les artisans-commerçants-chefs d'entreprise changent moins fréquemment de résidence, en raison de plus forts ancrages territoriaux (Baccaïni, 1994) ou de la baisse des projets de déménagement avec l'âge (Aouici et Nowik, 2021). À l'inverse, les cadres et professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires, mais aussi les employés et les ouvriers déménagent plus souvent. Les différences entre PCS concernent également les caractéristiques des déplacements, telles que leur portée (figure 2 b) : si les déménagements de proximité sont prédominants pour toutes les catégories (la distance médiane en France métropolitaine est d'environ 15 km), les cadres et les retraités se distinguent par des distances parcourues souvent plus importantes (cf. effets du niveau de formation et de revenu : Vignal, 2006, ou du changement de cadre de vie à la retraite : Galou et al., 2019). Néanmoins, à l'échelon métropolitain, les comportements

peuvent différer : lorsqu'ils déménagent au sein de l'aire d'attraction de Paris, les ouvriers et employés parcourent par exemple de plus longues distances que les cadres (respectivement 14,4 km et 14,6 km en moyenne contre 13,3 km [3]). Ces écarts témoignent notamment de la plus grande capacité des cadres à adapter leurs conditions de logement à proximité de leur ancien domicile (Guibard, 2023).

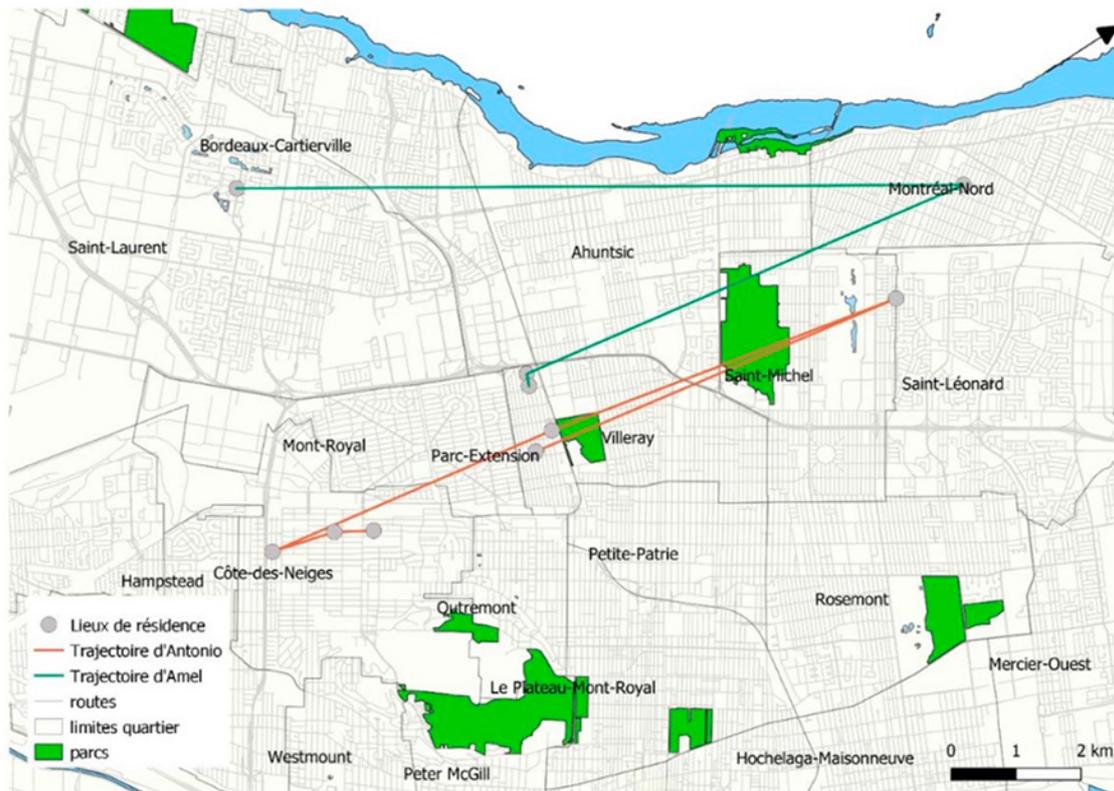
Figure 2 : Mobilités résidentielles des PCS en France métropolitaine (recensement 2019).



Les mobilités résidentielles s'inscrivent dans des cycles et trajectoires de vie

Les différences de mobilité sont par ailleurs étroitement liées à d'autres facteurs explicatifs, en particulier l'âge : la mobilité tend à diminuer avec l'avancée des individus dans leur cycle de vie (Laferrère, 2008). Mais certaines grandes étapes (entrée dans la vie active, mise en couple, retraite...) coïncident généralement avec des changements de résidence plus fréquents (Baccaïni, 1994). À l'échelle des individus, ces écarts de mobilité se comprennent également en relation avec les trajectoires de vie. Les parcours de logement récents des familles immigrantes à faible revenu à Montréal permettent de l'illustrer (Reiser, 2021). Au sein de ces familles, le profil résidentiel le plus fréquent est celui de ménages ayant déménagé entre plusieurs quartiers d'immigration péri-centraux similaires, ces derniers représentant à la fois une porte d'entrée et un espace d'établissement sur le long terme (figure 3). Ce profil, d'un « quartier tremplin » (Saunders, 2011) à un autre, montre que la mobilité résidentielle des familles immigrantes à faible revenu ne s'explique pas seulement par la trajectoire migratoire et n'entraîne pas systématiquement des parcours résidentiels ascendants vers des quartiers plus aisés. Ce constat vient étayer les résultats de plusieurs études sur l'ancrage spatial des familles à faible revenu, ces dernières se déplaçant très souvent à proximité de leur lieu de résidence dans des quartiers similaires (Fol et al., 2014). Ces mobilités résidentielles mettent aussi en évidence les obstacles particuliers qui pèsent sur les familles immigrantes dans leur recherche de logement (Zhu et Leloup, 2014). Au-delà de la faiblesse de leurs revenus, elles sont confrontées à plusieurs désavantages spécifiques qui les rendent plus vulnérables que les familles natives sur le marché du logement, notamment l'absence d'historique de crédit et de garant, ainsi que les pratiques discriminatoires des propriétaires.

Figure 3 : Deux trajectoires résidentielles entre quartiers d'immigration péricentraux similaires de Montréal.



"Mon premier logement, c'était à Saint-Laurent. On a passé un bout de temps là-bas, c'était un quartier très multiculturel. C'était un coin un peu comme Parc-Extension, mais à Saint-Laurent. Ce que je m'en rappelle, c'était qu'il y avait des Asiatiques, il y avait des Marocains, c'était un quartier un peu multicolore tu vois. Après Saint-Laurent, on a habité à Montréal-Nord. Là, j'ai grandi correctement à Montréal-Nord dans un appartement aussi toujours. C'était un quartier italien, mais encore très multiculturel. Il y avait des Marocains, Algériens, Tunisiens avec les Italiens. Il y avait des Québécois aussi, mais c'est un quartier où on était plus mélangé que la moyenne."
 Entretien Familles, Amel, mai 2017

Source : Base de données relationnelle TRFI, 2020 ; entretiens, 2019 (Reiser, 2021).

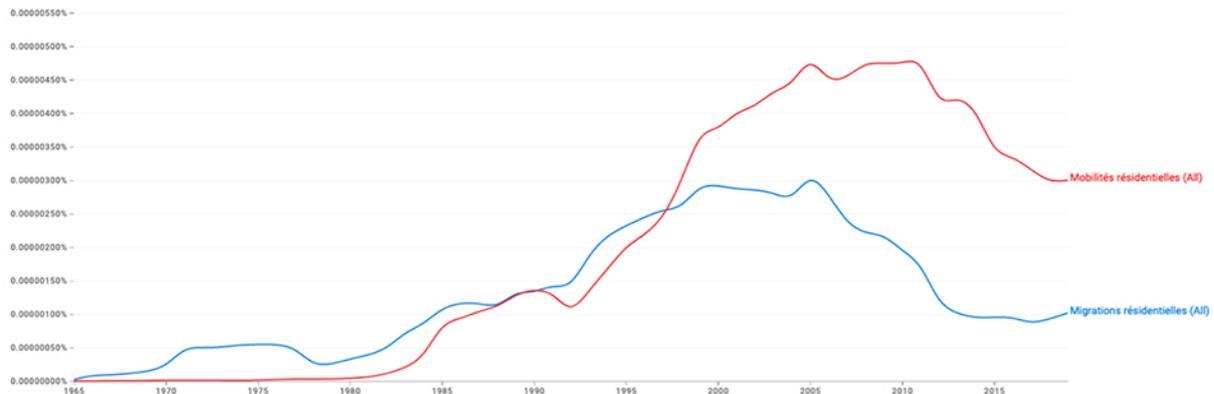
Des évolutions terminologiques, théoriques et méthodologiques

Des migrations aux mobilités et trajectoires résidentielles individuelles

Autour des années 2000, l'accroissement de l'utilisation du terme de « mobilité » — là où auparavant dominait la notion de « migration » (figure 4) — a accompagné la remise en cause d'un certain nombre de simplifications dans l'étude des déplacements résidentiels (Brun, 1993) : l'idée qu'un déménagement se résume au passage d'un logement à un autre, qu'il constitue un événement isolé dans la vie des individus, qu'il puisse s'expliquer par un nombre restreint de facteurs (changement de travail, situation familiale, vieillissement, etc.), ou encore que les déménagements constituent un phénomène mineur dans l'organisation spatiale des sociétés. En cela, ces évolutions théoriques s'inscrivent dans le « tournant mobilitaire » appelé par

John Urry (1999) face au constat d'une généralisation de la mobilité dans toutes les dimensions de la société, sous l'effet du développement des moyens de déplacement et de communication, et de la globalisation du capitalisme contemporain (Kaufmann et Jemelin, 2008).

Figure 4 : Occurrences des expressions « migrations résidentielles » et « mobilités résidentielles » dans le corpus français de Google Books (1965-2019).



Source : Google Books Ngram Viewer, 2022.

Ce changement terminologique, des « migrations résidentielles » aux « mobilités résidentielles », peut être résumé en quelques idées fortes (Bonvalet et Brun, 2002) : participer à une approche intégrée des différentes formes de déplacement dans l'espace (quotidiens, résidentiels, touristiques...), prendre en compte un système causal des mobilités résidentielles (les facteurs de mobilité interagissent entre eux), replacer chaque déplacement dans le parcours résidentiel complet des individus. Ce dernier principe est d'ailleurs à l'origine d'un champ d'études connexe sur les « trajectoires résidentielles » (Authier, 2016). Le déménagement n'est plus vu uniquement comme un événement à part, il s'inscrit dans un parcours de vie, inséré dans un contexte social, historique et géographique, au sein duquel interagissent les évolutions résidentielles, familiales et professionnelles. De plus, ces évolutions théoriques se sont doublées de développements méthodologiques tels que l'approche biographique des mobilités résidentielles (Dureau et Imbert, 2014 ; Le Roux et Sierra-Paycha, 2021) ou la modélisation des comportements de mobilité (Courgeau *et al.*, 1998 ; Debrand et Taffin, 2005) en lien avec l'utilisation de données individuelles massives.

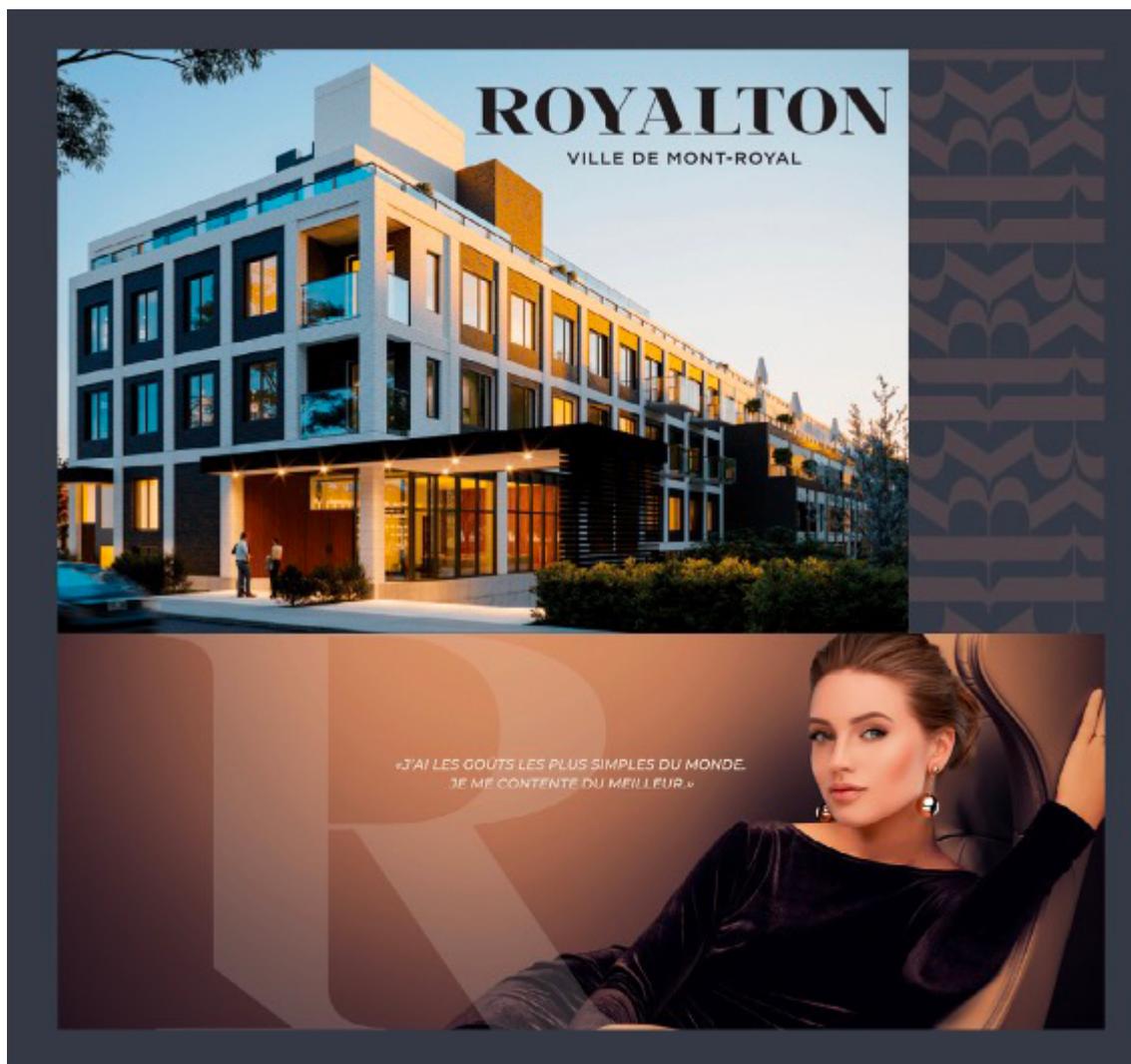
Des individus acteurs de leurs mobilités et trajectoires résidentielles

Le recours croissant à la notion de mobilités résidentielles est aussi à rapprocher de conceptions qui accordent une plus grande place aux individus comme acteurs de leurs déplacements. L'utilisation de l'expression de « stratégie résidentielle » en est une bonne illustration. Dès les années 1980, elle « entend donner à l'habitant·e un réel pouvoir de décision ou, à défaut, une maîtrise partielle de son devenir » (Gotman, 1990). Elle fait appel à la rationalité de l'acteur, capable de faire des choix et de mobiliser différentes ressources, qu'elles soient sociales, spatiales ou économiques, pour accéder au logement. Un temps délaissé en raison d'une faible capacité à prendre en compte les effets structurels (Authier, 2010), elle est utilisée depuis le début des années 2000, enrichie d'un sens nouveau. Il s'agit de considérer que la

marge de manœuvre des individus dépend à la fois des ressources et des contraintes qui délimitent leurs pratiques de mobilité (Jouffe *et al.*, 2015). Par ailleurs, ces derniers peuvent parfois agir en réaction à des mobilités allogènes : Mathieu Giroud (2011) a par exemple décrit les formes de « résistance ordinaire » au changement urbain des habitants de certains quartiers populaires en gentrification.

Dans cette acception récente des stratégies résidentielles, les individus sont appréhendés comme des acteurs ayant des représentations et des désirs, des objectifs et des projets qui influencent leurs choix résidentiels. Les aspirations résidentielles sont par exemple influencées par les représentations sociales qu'ils se font des types de logement ou des quartiers qu'ils habitent (figure 5 ; Michelson, 1977). Ainsi, le choix d'un logement peut être lié aux goûts, aux modes de vie, et à l'identité des individus qui se forme au cours de la vie, selon le sexe, la position sociale, l'origine ethnique ou nationale. L'analyse des mobilités résidentielles vers d'autres espaces de résidence -des villes vers les campagnes notamment- a aussi accordé une place croissante à des motifs plus personnels, d'agrément ou d'aménités (environnement, patrimoine, vie sociale... ; Moss, 2006), révélant par exemple des *lifestyle migrations* (O'Reilly, 2000). La valeur émotionnelle attachée à certains lieux (confort, sécurité, liberté...) a été également de plus en plus considérée (Saunders, 1990). Enfin, d'autres travaux ont montré l'importance des expériences résidentielles antérieures pour comprendre les mobilités, notamment celles vécues pendant l'enfance, ainsi que le poids de la transmission familiale et de l'entourage (Bonvalet *et al.*, 1999 ; Dietrich-Ragon, 2013).

Figure 5 : Représentations du luxe véhiculées par une publicité pour un projet immobilier (Ville de Mont-Royal, Canada).



Source : Royalton Condos Facebook, 2022.

Ainsi, si plusieurs critères « classiques » (travail, revenu, prix immobilier, âge, situation familiale...) conservent un rôle prépondérant pour analyser et expliquer les mobilités résidentielles, les travaux récents mettent en évidence un arbitrage complexe opéré par les individus, entre facteurs économiques, sociaux, culturels, géographiques ou symboliques, y compris pour les ménages les plus démunis.

Des mobilités résidentielles inscrites dans un système de mobilité

La prise en compte d'une variété de déterminants des changements résidentiels s'accompagne d'interrogations croissantes sur leur lien avec d'autres formes de mobilité spatiale. Là où Vincent Kaufmann (2008) synthétisait le champ de la mobilité en quatre figures principales (figure 6) - la mobilité résidentielle correspondant à des déplacements plutôt internes à un bassin de vie et de temporalité assez longue-, les porosités théoriques et empiriques paraissent aujourd'hui plus nombreuses. Les études sur les espaces de vie continuent d'interroger l'articulation entre mobilités résidentielles et mobilités quotidiennes (Vermeersch *et al.*, 2019). La notion

de « tourisme résidentiel » complexifie l'étude des liens entre tourisme, migration, mobilités résidentielles, et permet d'analyser avec plus d'acuité les stratégies résidentielles des individus (Tremblay, 2017). Les travaux sur les travailleurs et travailleuses migrant·es domestiques dépassent les frontières du bassin de vie et croisent mobilité résidentielle, mobilité quotidienne et migration internationale, pour montrer souvent la transformation de déplacements temporaires en des expériences résidentielles de plus long terme (Caillol, 2017). Enfin, les recherches récentes sur les mobilités privilégiées (Croucher, 2012) participent encore davantage à cette hybridation des formes de mobilité ; les travaux de Brenda Le Bigot (2017) sur les mobilités transnationales des *backpackers* en Thaïlande et des hivernants au Maroc en sont un bon exemple.

Figure 6 : Les quatre formes principales de mobilité spatiale selon Vincent Kaufmann (2008).

	Temporalité courte	Temporalité longue
Interne à un bassin de vie	Mobilité quotidienne	Mobilité résidentielle
Vers l'extérieur d'un bassin de vie	Voyage	Migration

En outre, les travaux principalement centrés sur le « fait résidentiel » renforcent aussi cette inscription croissante de l'étude des mobilités résidentielles dans un système de mobilité plus large. Citons les études déjà anciennes sur l'articulation entre résidence principale et résidence secondaire (Sansot, 1978) ou, plus récemment, sur la bi-résidentialité qui concerne surtout des individus avant et après la vie active (Imbert *et al.*, 2014). Ce phénomène, qui consiste à habiter deux logements à part plus ou moins égale, brouille la définition même de mobilité résidentielle et contraste avec un mode d'habiter mono-résidentiel (continuum entre les deux logements, valeurs pratiques et symboliques associées à chaque espace de résidence...). Plus largement, l'utilisation des notions de système résidentiel (Dureau, 2002) ou de multirésidentialité (McIntyre *et al.*, 2006) accentue le caractère multilocalisé des pratiques résidentielles contemporaines et de leurs inscriptions dans des territoires variés.

Des mobilités résidentielles qui connectent et transforment les territoires

Qu'elles soient mono- ou multi-formes, les mobilités résidentielles sont intrinsèquement géographiques par les changements de logement et, bien souvent, d'espace de résidence qu'elles impliquent. Elles le sont d'autant plus qu'elles contribuent fortement aux relations entre territoires (Berroir *et al.*, 2017, Heley et Jones, 2012) et à la distribution des populations dans l'espace. À l'échelle de la France métropolitaine par exemple, les mobilités résidentielles ont constitué le principal moteur des croissances démographiques des espaces ruraux au cours des années 1990 et 2000 (Pistre, 2016) ; elles sont aussi le signe d'un attrait croissant des régions de l'Ouest et du Sud du pays depuis les années 1970-1980, et ce, désormais pour toutes les catégories d'âge (Baccaïni, 2007 ; Observatoire des territoires, 2018).

Les mobilités résidentielles jouent par ailleurs un rôle central dans la transformation des territoires, et particulièrement dans les dynamiques urbaines contemporaines. Si les processus de métropolisation et de « villes globales » correspondent en premier lieu à une augmentation du poids des

grandes villes dans la distribution des potentiels économiques et des fonctions de commandement (Elissalde, 2019), ils reposent également sur l'attractivité migratoire accrue de ces espaces pour des groupes sociaux très hétérogènes (Sassen, 1991). De même, le développement d'extensions suburbaines ou périurbaines depuis les années 1960-1970 résulte en grande partie d'un desserrement résidentiel des populations, associé à des logiques de marché (rôle des banques...), des politiques publiques (encouragement de l'État à l'achat de maison individuelle...), et des choix des ménages (accession à la propriété...) (Fleury et Berroir, 2016 ; figure 7). Les changements résidentiels sont également au cœur des tendances ségrégatives dans l'espace, par la « formation de secteurs résidentiels de plus en plus homogènes, socialement et économiquement », à travers les pratiques de mobilité distinctives des individus et l'évolution des structures d'habitat (Lévy, 2009). La gentrification de certains quartiers — par la transformation de l'habitat, de l'espace public ou des commerces — a par exemple pour moteur l'arrivée de ménages des classes moyennes et supérieures au détriment des classes populaires anciennement installées (Clerval, 2011). Enfin, de manière concomitante à un déclin naturel de la population et un affaiblissement économique, l'ampleur et le filtrage des mobilités résidentielles sortantes sont essentiels dans les processus de décroissance urbaine (Fol *et al.*, 2014).

Figure 7 : Modèle de la famille de classe moyenne américaine qui s'installe dans les suburbs au cours des années 1950.



Source : Camerique Archive/Getty Images, 1950.

« Débats actuels » : illustrations empiriques et politiques

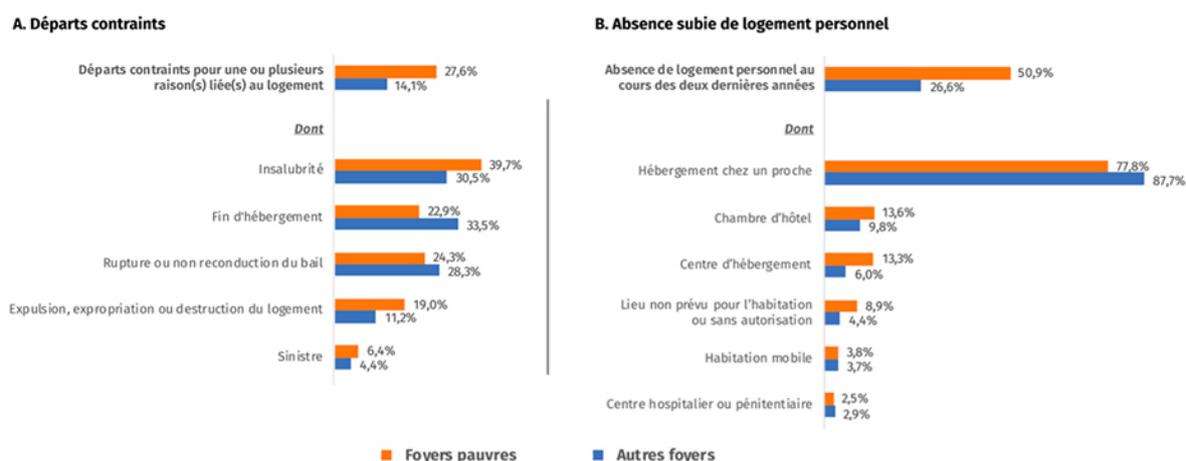
Les (im)mobilités résidentielles des ménages les moins favorisés, entre capacités d'action et pratiques contraintes

Les travaux sur les stratégies résidentielles ont mis en avant la capacité des individus, y compris les moins favorisés, à être acteurs de leur mobilité (cf. section 2.2). Pascale Dietrich-Ragon (2014) a par exemple montré que certains ménages mal-logés à Paris décident de se maintenir dans leur logement, malgré une proposition de logement social, afin de résister à un « exil » hors de la capitale. De même, Cécile Vignal (2005) a étudié les choix résidentiels

opérés par les salariés confrontés à la délocalisation de leur entreprise. Mais si des formes d'arbitrage sont toujours possibles, ces cas d'étude illustrent aussi l'inégalité des marges de manœuvre selon les ménages. En France, du fait de l'inflation des prix immobiliers, le poids du logement dans le budget des ménages a augmenté de façon constante depuis les années 2000 (IGEDD, 2023), renforçant les contraintes pesant sur les ménages les moins favorisés.

Ces contraintes se matérialisent par la combinaison de processus d'éviction — lorsque certains groupes sociaux ont davantage tendance à quitter leur logement ou leur quartier —, et de processus d'exclusion — lorsque des ménages sont dans l'incapacité d'accéder à certains logements ou secteurs du parc résidentiel. En lien avec les processus d'éviction, le concept de « déplacement » (displacement) a été très utilisé dans les travaux anglophones sur la gentrification (Marcuse, 1985) pour désigner les déménagements forcés par des facteurs échappant au contrôle des ménages (expulsion, expropriation, sinistre, coûts devenus prohibitifs...). Si dans le cas d'une expulsion locative ou du mal-logement, le caractère forcé d'une (im)mobilité semble évident, dans d'autres cas les contraintes peuvent aussi se manifester après ce qui a priori constitue un choix résidentiel. Citons par exemple les ménages devenus « captifs » du périurbain lointain étudié par Lionel Rougé (2005), ou certains habitants des quartiers « hyper-gentrifiés » de Paris qui conservent leur logement pourtant devenu trop petit pour leur foyer (Vermeersch et al., 2019). Les résultats de l'enquête récente Mobcaf, réalisée auprès des allocataires des CAF en Ile-de-France, soulignent aussi l'importance du filtrage des mobilités résidentielles par éviction et exclusion (figure 7). Ils montrent d'une part que les déménagements contraints pour une ou plusieurs raisons liées au logement sont nombreux, en particulier pour les ménages aux ressources inférieures au seuil de pauvreté. Ils révèlent également le poids des ménages ayant connu une période d'absence de logement personnel au cours des deux années précédentes.

Figure 8 : Absence de logement personnel et départs contraints chez les allocataires CAF en Ile-de-France (2021).



Source: Enquête Mobcaf 2021 - Motifs et vécu de la mobilité résidentielle des allocataires franciliens, Ctrad - Caisses d'allocations familiales d'Ile-de-France.
 Champs : A. Ensemble des répondants à l'enquête (N = 3218 - 100%), tirage parmi les allocataires ayant déclaré un déménagement en 2019.
 B. Répondants hors absence de logement personnel avant le déménagement et séjours en institutions ayant pu causer le changement d'adresse (N = 2334 - 93,6%).
 Note: Les résultats ont été redressés selon la situation familiale et le niveau de revenu des foyers.

Les mobilités résidentielles, des leviers pertinents d'action publique ?

Les liens entre pratiques résidentielles et politiques publiques sont également source de débats récents et font l'objet d'une attention croissante des recherches sur les mobilités résidentielles (Fol *et al.*, 2014). En effet, bon nombre de travaux ont été consacrés à différentes politiques publiques incitant au déménagement des ménages, dans des contextes géographiques variés et pour des objectifs hétérogènes. Premier exemple, si les projets de rénovation urbaine visent la transformation de l'habitat, ils constituent parfois de véritables « politiques de peuplement » cherchant notamment à augmenter la mixité sociale (Desage *et al.*, 2014 ; Lelévrier, 2010). Autre exemple dans les contextes urbains en décroissance, les politiques d'attractivité résidentielles sont au cœur des dispositifs publics qui tentent de remédier ou atténuer le phénomène (Miot, 2012) ; l'arrivée de nouveaux habitants est aussi souvent recherchée dans les espaces ruraux en difficulté pour sauver certains services comme l'école (Barrault-Stella, 2021). Plus globalement, le développement économique des territoires est une forte motivation des acteurs publics pour inciter au mouvement résidentiel, en particulier par des politiques d'encouragement et d'accompagnement à la mobilité des travailleurs (Sigaud, 2015). Dans la veine des travaux de Laurent Davezies (2008) — qui ont popularisé les notions d'économie résidentielle et économie présentielle —, l'accueil de populations est par ailleurs devenu un objectif central pour nombre de territoires hors des métropoles. Les campagnes publicitaires de promotion territoriale, désormais souvent ciblées sur les opportunités du télétravail, en sont une bonne illustration (figure 8).

Figure 9 : Marketing territorial et incitations à l'installation résidentielle grâce au télétravail (ex. Indre, Gers, Alès).



Sources : indreberry.fr, 2020 ; ales.fr, 2020 ; presselib.com, 2018.

Mais l'utilisation croissante des mobilités résidentielles comme levier d'action publique n'est pas sans poser de questions, à commencer par l'efficacité objective de ces politiques. Dans les espaces en décroissance par exemple, les stratégies de développement local s'appuyant sur une offre résidentielle

et commerciale à destination de ménages plus favorisés que la population résidente sont souvent déconnectées des dynamiques locales du marché immobilier et présentent surtout le risque d'augmenter la fragmentation socio-spatiale des territoires (Fol, 2012). À l'opposé des objectifs de mixité annoncés, cette tendance au renforcement des contrastes socio-spatiaux a aussi été mise en avant dans le cas de la rénovation urbaine des grands ensembles de logements sociaux. Christine Lelévrier (2010) a ainsi montré que, si la majorité des ménages relogés dans le cadre de ces opérations ont tendance à rester dans la même commune, ces derniers sont souvent orientés vers les portions anciennes restantes du parc social communal, alimentant des formes de micro-ségrégations résidentielles. Le relogement a par ailleurs tendance à fragiliser les habitants les plus vulnérables qui n'ont pas pu associer un projet résidentiel à cette mobilité contrainte. Ce dernier point renvoie plus globalement à un impensé fréquent des injonctions politiques à la mobilité résidentielle : celles-ci sous-estiment en général l'importance de l'ancrage social et spatial des ménages qu'elles poussent à déménager (Fol *et al.*, 2014 ; Jouffe *et al.*, 2015).

[1] On considère souvent comme mobilité résidentielle un déplacement dont la durée excède trois ou six mois.[2] D'après l'exploitation du fichier détail « Migrations résidentielles : localisation à la commune de résidence et à la commune de résidence antérieure » (MIGCOM) disponible [en ligne](#), du recensement 2019 (données collectées entre 2017 et 2021 lors de cinq enquêtes annuelles). Champ : individus âgés de 1 an ou plus qui habitent en France au moment du recensement (hors individus rattachés à une commune ou un arrondissement).[3] D'après, Insee, recensement 2019, fichier détail MIGCOM. [Accéder](#) à la définition détaillée de l'Aire d'attraction de Paris.

Bibliographie

- Aouici S. et Nowik L., 2021, « Mobilité résidentielle et vieillissement : pour le meilleur et contre le pire », *Retraite et société*, vol. 8, n° 86, p. 21-45.
- Authier J.-Y. (dir.), 2010, *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, PUCA, [https://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/etatdeslieux_trajectoiresresidentielles.pdf]
- Authier J.-Y., 2016, « Préambule – Les trajectoires résidentielles : Un champ de recherche pour saisir le sens des mobilités » in Fol S., Miot Y. et Vignal C. (dir.), *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 21-38.
- Baccaïni B., 1994, « Comportements migratoires et cycles de vie », *Espace Populations Sociétés*, vol. 12, p. 61-74.
- Baccaïni B., 2007, « Les flux migratoires interrégionaux en France depuis cinquante ans », *Population*, vol. 62, p. 143-160.
- Barrault-Stella L., 2021, « Peupler son école. La résistance improbable d'une petite commune rurale au retrait de l'État », *Carrefours de l'éducation*, n° 51, p. 79-92.
- Berroir S., Cattan N., Dobruszkes F., Guérois M., Paulus F. et Vacchiani-Marcuzzo C., 2017, « Les systèmes urbains français : une approche relationnelle », *Cybergeo : European Journal of Geography*, article 807.

- Bonvalet C. et Brun, J., 2002. « État des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France » in Lévy J.-P. et Dureau F., *L'accès à la ville, les mobilités spatiales en question*, Paris, L'Harmattan, p. 15-64.
- Bonvalet C., Gotman A. et Grafmeyer Y., 1999, *La famille et ses proches. L'aménagement des territoires*, Paris, Institut national d'études démographiques Ined, Éditions, coll. « Cahiers », n° 143 [<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00606863>]
- Brun J., 1993, « La mobilité résidentielle et les sciences sociales : transfert de concept et questions de méthodes », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 59, p. 3-14.
- Caillol D., 2018, « The spatial dimension of agency: the everyday urban practices of Filipina domestic workers in Amman, Jordan », *Gender, Place & Culture*, vol. 25, p. 645-665.
- Census Bureau, 2022, *CPS Historical Geographic Mobility/Migration Graphs* [<https://www.census.gov/library/visualizations/time-series/demo/historic.html>]
- Chabrol M., Collet A., Giroud M., Launay L., Rousseau M. et Ter Minassian H., 2016, *Gentrifications*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Clerval A., 2011, « Gentrification », *Hypergeo – encyclopédie numérique de géographie* [<https://hypergeo.eu/gentrification/>]
- Courgeau D., Lelièvre E. et Wolber O., 1998, « Reconstruire des trajectoires de mobilité résidentielle. Eléments d'une analyse biographique des données de l'EDP », *Economie et Statistique*, n° 316, p. 163-173.
- Croucher S., 2012, « Privileged mobilities in an age of globality », *Societies*, vol. 2, p. 1-13.
- Davezies L., 2008, *La République et ses territoires : la circulation invisibles des richesses*, Paris, Seuil.
- Debrand T. et Taffin C., 2005, « Les facteurs structurels et conjoncturels de la mobilité résidentielle depuis 20 ans », *Économie et statistique*, n° 381, p. 125-146.
- Desage F., Journal C.M. et Pala V.S., 2014, *Le peuplement comme politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Dietrich-Ragon P., 2013, « Qui rêve du logement social ? », *Sociologie*, n° 4, p. 19-42.
- Dietrich-Ragon P., 2014, « Résister à l'exil. Enquête auprès des mal-logés parisiens », *Espaces et sociétés*, n° 156-157, p. 19-35.
- Dureau F. et Imbert, C., 2014, « L'approche biographique des mobilités résidentielles » in Imbert C., Dubucs H., Dureau F. et Giroud M., *D'une métropole à l'autre*, Paris, Armand Colin, p. 33-80.
- Dureau F., 2002, « Les systèmes résidentiels : concepts et applications » in Lévy J.-P. et Dureau F. (dir.), *L'accès à la ville : les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan, p. 355-382.
- Elissalde B., 2019, « Métropolisation », *Hypergeo – encyclopédie numérique de géographie* [<https://hypergeo.eu/metropolisation/>]
- Fleury A. et Berroir S., 2016, « Périurbain », *Hypergeo – encyclopédie numérique de géographie* [<https://hypergeo.eu/periurbain/>]

- Fol S., 2012, « Urban Shrinkage and Socio-Spatial Disparities: Are the Remedies Worse than the Disease? », *Built Environment (1978-)*, n° 38, vol. 2, p. 259-275 [<http://www.jstor.org/stable/23799124>]
- Fol S., Cunningham-Sabot E. et Roth H., 2014, « Décroissance urbaine », *Hypergeo – encyclopédie numérique de géographie* [<https://hypergeo.eu/décroissance-urbaine/>]
- Fol S., Miot Y. et Vignal C., 2014, *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, Presses Universitaires du Septentrion [<https://books.openedition.org/septentrion/3174>]
- Frost R., 2020, *Are Americans Stuck in Place? Declining Residential Mobility in the US*, Research Brief, JCHS (Join Center for Housing Studies of Harvard University) [https://www.jchs.harvard.edu/sites/default/files/harvard_jchs_are_americans_stuck_in_place_frost_2020.pdf]
- Gallou R., Aouici S., Lefrançois C. et Bonvalet C., 2019, *Vers de nouvelles dynamiques de mobilité résidentielle à la retraite ? L'enquête AMARE (Ancrage et Mobilité résidentielle A la REtraite)*, Les cahiers de la Cnav, n° 13 [<http://www.gerontopolesud.fr/sites/default/files/CNAV%20juil%202019%20Mobilit%C3%A9%20r%C3%A9sidentielle.pdf>]
- Giroud M., 2011, « Usages des espaces rénovés et continuités populaires en centre ancien », *Espaces et sociétés*, n° 144-145, p. 37-54.
- Guibard L., 2023, *Les mobilités résidentielles des allocataires franciliens face à la crise du logement abordable*, Dossier d'études des Caf en Île-de-France, Cellule technique de réflexion et d'aide à la décision, n° 25 [<https://ctrad-caf-idf.fr/publications/235/les-mobilités-résidentielles-des-allocataires-franciliens-face-a-la-crise-du-logement-abordable>]
- Gotman A., 1990, « Stratégies résidentielles, stratégies de la recherche » in Bonvalet C. et Fribourg A.-M., *Stratégies résidentielles, Actes de séminaire*, p. 23-34.
- Grafmeyer Y. et Authier J.-Y., 2015, *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin.
- Heleniak T., 2012, « International Comparisons of Population Mobility in Russia », *International Journal of Population Research*, Article ID 361497.
- Heley J. et Jones L., 2012, « Relational rurals: Some thoughts on relating things and theory in rural studies », *Journal of Rural Studies*, vol. 28, p. 208-217.
- Imbert C., Deschamps G., Lelièvre E. et Bonvalet C., 2014, « Vivre dans deux logements : surtout avant et après la vie active », *Population et sociétés*, n° 507 [https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/18705/population_societes_2014_507_logement_vie_active.fr.pdf]
- IGEDD, 2023, « Prix immobilier – Évolution à long terme » [<https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/prix-immobilier-evolution-a-long-terme-a1048.html>]
- Ishikawa Y., 2012, « Impact of the economic crisis on human mobility in Japan: a preliminary note », *Belgeo*, n° 3-4.
- Jouffe Y., Caubel D., Fol S. et Motte-Baumvol B., 2015, « Faire face aux inégalités de mobilité. Tactiques, stratégies et projets des ménages pauvres

en périphérie parisienne », *Cybergeo – European Journal of Geography*, article 708.

- Kaufmann V., 2008, *Les paradoxes de la mobilité. Bouger, s'enraciner*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Kaufmann V. et Jemelin C., 2008, « La motilité, une forme de capital permettant d'éviter les irréversibilités socio-spatiales ? » in Séchet R., Garat I. et Zeneidi D. (dir.), *Espaces en transactions*, Presses universitaires de Rennes, p. 83-91 [<https://books.openedition.org/pur/414?lang=fr>]
- Laferrère A., 2008, « Les seniors de moins en moins mobiles, les jeunes toujours plus mobiles : l'évolution de la mobilité résidentielle est-elle paradoxale ? », *Économie publique*, n° 20.
- Le Bigot B., 2017, *Penser les rapports aux lieux dans les mobilités privilégiées : étude croisée des backpackers en Thaïlande et des hivernants au Maroc*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne [<https://theses.hal.science/tel-01770586>]
- Le Roux G. et Sierra-Paycha C., 2021, « Les mobilités spatiales de 1988 à 2020 : évolution de l'objet, des concepts et des sources » in *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale : Migrations internes, mobilité temporaire, navettes*, Ined Éditions, coll. « Méthodes et Savoirs », p. 11-38 [<http://books.openedition.org/ined/15875>]
- Lelévrier C., 2010, « La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou re-concentration ? », *Espaces et sociétés*, n° 140-141, p. 59-74.
- Lévy J.-P., 2009, « Mobilité urbaine : des pratiques sociales aux évolutions territoriales » in Dureau F. et Hily M.-A. (dir.), *Les mondes de la mobilité*, Presses Universitaires de Rennes, p. 107-136.
- Marcuse P., 1985, « Gentrification, abandonment and displacement », *Journal of urban and Contemporary Law*, vol. 28, p. 195-240 [https://openscholarship.wustl.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1396&context=law_urbanlaw]
- Michelson W., 1977, *Environmental Choice, Human Behaviour and Residential Satisfaction*, Oxford University Press.
- Miot Y., 2012, *Face à la décroissance urbaine, l'attractivité résidentielle ? : le cas des villes de tradition industrielle de Mulhouse, Roubaix et Saint-Etienne*, Thèse en architecture et aménagement de l'espace, Université de Lille 1 Sciences et Technologies [<https://theses.hal.science/tel-01422052/>]
- McIntyre N., Williams D. et McHugh K., 2006, *Multiple dwelling and tourism: negotiating place, home and identity*, CABI Digital Library.
- Moss L.A.G. (dir.), 2006, *The Amenity Migrants: Seeking And Sustaining Mountains And Their Cultures*, CABI Digital Library.
- O'Reilly K., 2000, *The British on the Costa del Sol. Transnational Identities and Local Communities*, Routledge.
- Observatoire des territoires, 2018, *Les mobilités résidentielles en France : tendances et impacts territoriaux, Rapport 2018* [<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/kiosque/rapport-2018-les-mobilites-residentielles-en-france-tendances-et-impacts-territoriaux>]

- Pistre P., 2016, « Recensements de la population pour l'étude des reprises démographiques et des migrations résidentielles dans l'espace peu dense (1975-2011) », *Économie et Statistique*, n° 483-484-485, p. 151-178.
- Reiser C., 2021, *Se loger dans un quartier tremplin : trajectoires et stratégies résidentielles des familles immigrantes à Parc-Extension et Saint-Michel, Montréal*, Thèse de Géographie, Université de Paris et Université de Montréal [<https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-03319148v1>]
- Rougé L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain toulousain : Les « captifs » du périurbain ?*, Thèse de doctorat de géographie et aménagement du territoire, Université de Toulouse II le Mirail [<https://theses.hal.science/tel-00012157/file/These.pdf>]
- Saunders P., 1990, *A Nation of Home Owners*, Routledge.
- Saunders D., 2011, *Arrival City : The Final Migration and Our Next World*, Toronto, Vintage Canada Edition.
- Sansot P. (dir.), 1978, *L'espace et son double. De la résidence secondaire aux autres formes secondaires de la vie sociale*, Éditions du Champ urbain.
- Sassen S., 1991, *The Global City: New-York, London, Tokyo*, Princeton University Press.
- Sigaud T., 2014, *Mobilités résidentielles et professionnelles des salariés en France : entreprises, marchés et territoires, une articulation en tension*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Dauphine, [<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01066780>]
- Sigaud T., 2015, « Accompagner les mobilités résidentielles des salariés : l'épreuve de l'«entrée en territoire» », *Espaces et sociétés*, n° 162, p. 129-145.
- Tremblay R., 2017, « Le tourisme résidentiel. Entre tourisme et migration », *Téoros*, vol. 36, n° 17 [<https://journals.openedition.org/teoros/3058>]
- Vermeersch S., Launay L., Charmes E. et Macqué M.-H., 2019, *Quitter Paris ? Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Grâne, Créaphis éditions.
- Vignal C., 2006, « Concilier mobilité résidentielle et mobilité professionnelle : Cadrage statistique et pistes de réflexion », *Horizons stratégiques*, n° 2, p. 37-47.
- Vignal C., 2005, « Les espaces familiaux à l'épreuve de la délocalisation de l'emploi : ancrages et mobilités de salariés de l'industrie », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, p. 179-198 [www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2005-2-page-179.htm]
- Urry J., 1999, *Sociology beyond Societies. Mobilities for the twenty first century*, Routledge.
- Wiesel I., 2013, « Mobilities of Disadvantage: The Housing Pathways of Low-income Australians », *Urban Studies*, vol. 51, p. 319-334.
- Zhu N. et Leloup X., 2014, *Les trajectoires résidentielles des nouveaux immigrants à Montréal : Une analyse longitudinale et conjoncturelle*, Série scientifique, CIRANO [<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2326398>]